



Déclaration FSU 82

Jeudi 5 décembre 2019



Camarades,

A peine plus d'1 an après le début de la grogne sociale exprimée lors de la mobilisation des Gilets Jaunes, la situation globale n'a pas évolué positivement.

Aujourd'hui, 5 décembre, la mobilisation est très importante. Elle est même historique ! Il faut remonter à 1995 et les luttes victorieuses contre le plan Juppé pour retrouver une telle colère dans de nombreux secteurs qui sont en lutte, dans le public comme dans le privé.

Alors que se met en place la réforme de la Fonction publique, d'autres dans l'Éducation ou encore à la Justice, que le malaise social est déjà profond et les inquiétudes face à l'avenir si grandes, voici que se profile la réforme des retraites synonyme de baisse des pensions et de perte d'un système construit sur les solidarités.

Le refus massif de la réforme annoncée par une très grande majorité des salarié-e-s du public et du privé prouve que chacun-e a perçu qu'individuellement il en serait victime et que collectivement, tous seraient engagés dans une réforme qui réduirait drastiquement les solidarités collectives au profit d'un renforcement de l'épargne individuelle (fonds de pensions, réjouissez-vous !)

Il s'agit non seulement de combattre ces réformes mais également pour construire, avec les personnels et dans une unité la plus large possible, des propositions alternatives. Car jamais peut être, il n'aura été aussi vital de donner sens aux mots d'égalité, justice, dignité, solidarité, démocratie...

Après nous avoir traité-e-s de fainéant-e-s, le discours a évolué : nous sommes maintenant, dans la bouche de certain-e-s, des privilégié-e-s.

Le 5 décembre marque un point de départ important de la mobilisation contre le projet de réforme des retraites. Le 5, massivement, il faut dire que cette réforme n'est pas acceptable et faire entendre au gouvernement la nécessité d'améliorer le niveau des pensions et de mettre en place de nouveaux droits pour que toutes et tous puissent vivre dignement à la retraite !

Les enseignant-e-s seraient parmi les plus grands perdant-e-s, avec une baisse de leur pension de l'ordre de 300 à 900 € mensuels. Le ministre de l'éducation Nationale, papa Blanquer, prendrait-il les enseignantes et les enseignants des écoles pour des benêts ? Il y a quelques jours, il estimait sur une radio périphérique que « *certaines sont en grève parce qu'ils ne comprennent pas tout.* » Pour qu'ils comprennent mieux, il adressait le 3 décembre à tous les personnels enseignants de l'Éducation nationale une lettre leur expliquant combien ce projet de réforme des retraites est « simple et juste ».

La réponse de la profession : plus de 70 % d'enseignant-e-s en grève ! Dans notre département comme partout en France, un grand nombre d'écoles fermées.

La seule réponse est l'abandon de cette réforme et la préservation d'un régime solidaire et lisible de retraite par répartition, seul à même d'assurer une pension de haut niveau pour toutes et tous.

Nous ne cesserons de lutter contre ces orientations libérales.

Nous le faisons dès aujourd'hui et jusqu'à l'abandon total de ce projet de réforme. Aucune négociation à la marge n'est possible !

La retraite est un choix de société. **Alors, déterminé-e-s et uni-e-s, imposons celle que nous voulons, réellement démocratique, juste et solidaire !**